



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RECU le

23 JAN 2014

PRÉFET DES LANDES

Direction de la réglementation et des  
Libertés publiques  
bureau des élections, de la réglementation et des  
installations classées pour la protection de  
l'environnement  
Dossier suivi par B. LABAT  
Téléphone : 05.58.06.59 15  
✉ : bernard.labat@landes.gouv.fr  
PR/DRLP/2014/19

du 16 janvier 2014

**ARRÊTÉ PORTANT CRÉATION  
DE LA COMMISSION DE SUIVI DE SITE  
DE L'USINE D'INCINÉRATION D'ORDURES MÉNAGÈRES  
ET DE LA PLATE-FORME MULTI-DECHETS EXPLOITÉES  
PAR LE SITCOM COTE SUD DES LANDES  
A BENESSE-MAREMNE**

Le Préfet des Landes  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 125-1 – II – 2, L 124-1, L 125-2-1 et R 125-5 et suivants,

**VU** le livre V titre IV du code de l'environnement relatif aux déchets,

**VU** le décret n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif,

**VU** le décret n° 2012-189 du 07 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,

**VU** la circulaire du 15 novembre 2012 relative à la mise en application du décret n° 2012-189 du 07 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,

**VU** l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et de la plateforme multi-déchets exploitées par le SITCOM COTE DUS DES LANDES à BENESSE-MAREMNE,

**CONSIDÉRANT** que les règles de fonctionnement de la commission doivent être complétées de manière à arrêter les modalités de vote, l'article 8 de l'arrêté du 03 octobre 2012 susvisé, doit être modifié,

**SUR** la proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,



## ARRETE

**Article 1er** - l'arrêté du 03 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site, chargée d'assurer le suivi des conditions de fonctionnement de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et de la plate-forme multi-déchets exploitées par le SITCOM COTE SUD DES LANDES sur le territoire de la commune de BENESSE-MAREMNE, est abrogé.

**Article 2** – Périmètre de la commission

Il est créé une commission de suivi de site, présidée par le préfet ou son représentant, chargée d'assurer le suivi des conditions de fonctionnement de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et de la plate-forme multi-déchets exploitées par le SITCOM COTE SUD DES LANDES sur le territoire de la commune de BENESSE-MAREMNE

**Article 3** – la composition de la commission est fixée ainsi qu'il suit :

1- Membres du collège « administrations de l'Etat »

- Le préfet, ou son représentant, président de la commission
- Le délégué territorial des Landes de l'agence régionale de la santé,
- Le chef de l'unité territoriale des Landes de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Aquitaine (D.R.E.A.L.),

2 – Membres du collège « élus des Collectivités Territoriales concernées »:

- Monsieur Jean-François DUSSIN, titulaire, maire de BENESSE MAREMNE ou Monsieur Jean-Christophe DEMANGE, suppléant,
- Monsieur Jean-Claude PUYAU, titulaire, ou Madame Nathalie CASTETS suppléante, représentant la commune de CAPBRETON,
- Monsieur Alain GUILHEMSANG, titulaire, Madame Murielle POUDENX, suppléante, représentant la commune d'ANGRESSE,
- Monsieur Frédéric FONTELAYE, titulaire, ou Monsieur Jean-Michel MAÏS suppléant, représentant la commune de LABENNE.

3 – Membres du collège « des riverains d'installations classées ou d'associations de protection de l'environnement »

- Monsieur Georges CINGAL, 1581 route de Cazordite 40300 CAGNOTTE titulaire, ou Madame Arlette HIGELIN, square dous casous 40660 MESSANGES, suppléante, représentant la SEPANSO LANDES,
- Monsieur Jean-Claude SUZAN, titulaire ou Monsieur Vincent RENARD, suppléant, représentant la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique 102 allées marines 40400 TARTAS,



- Monsieur Pierre DARRE, centre Jean-Rostand 40120 POUYDESSEAUX titulaire ou Monsieur Jean-Pierre ARNAUDIN, centre Jean-Rostand 40120 POUYDESSEAUX suppléante, représentant SEPAN LANDES,
- Madame Germaine BEDERE, titulaire 580 chemin de Hayet 40230 ORX, ou Monsieur Honoré BACHACOU, suppléant, 548 route de Cantegrit 40230 BENESE MAREMNE, représentant l'association marais d'Orx nature,

#### 4 – Membres du collège « des exploitants de l'installation classée »

- Monsieur Jean-Pierre TOULLEC directeur du SITCOM COTE SUD titulaire ou Monsieur Patrick VISENSANG, suppléant,
- Monsieur Olivier GOYENECHÉ chef de service traitement du SITCOM COTE SUD, titulaire ou Monsieur Hervé GAUVIN suppléant,
- Monsieur Thierry BERGEROO responsable de la réglementation du SITCOM COTE SUD titulaire ou Monsieur Thierry MIREMONT suppléant,
- Monsieur Dominique PECASTAING responsable d'usine au sein du SITCOM COTE SUD, titulaire ou Monsieur Gilles DESTRIKATS suppléant.

#### 5- Membres du collège « des salariés de l'installation classée »

- Monsieur Michaël JEANJAQUET, titulaire ou Monsieur Patrick CLARENCE suppléant,
- Monsieur Laurent LANGEVIN, titulaire ou Monsieur Hervé SAINZ suppléant,
- Monsieur David REY, titulaire ou Monsieur Jean-José VERGES suppléant,
- Monsieur Jean-Luc ELISSALDE, titulaire ou Monsieur Christophe CARREY suppléant.

La commission peut faire appel à toute personne qualifiée qu'elle souhaite voir participer à ses travaux.

**Article 4** – La durée du mandat des membres de la présente commission est de cinq ans.

**Article 5** – La commission de suivi de site a pour mission de :

- 1) créer entre les différents représentants des collèges mentionnés au I de l'article R 125-8-2, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants de l'installation classée, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L 511-1,
- 2) suivre l'activité de l'installation classée pour laquelle elle a été créée, que ce soit lors de sa création, de son exploitation ou de sa cessation d'activité,



- 3) promouvoir pour cette installation l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1, notamment sur les problèmes posés, en ce qui concerne l'environnement et la santé humaine, par la gestion des déchets dans sa zone géographique de compétence.

Elle est, à cet effet, tenue régulièrement informée :

- des décisions individuelles dont cette installation fait l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- des modifications mentionnées à l'article R 512-33 du code de l'environnement, que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation, ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article,
- des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnés à l'article R 512-69,

**Article 6** – L'exploitant présente à la commission, au moins une fois par an, après l'avoir mis à jour, le document défini à l'article R 125-2.

L'exploitant présente à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

**Article 7** – La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collègue désigné par les membres de chacun des collèges :

- collège « administrations de l'Etat » :

Le chef de l'unité territoriale des Landes, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Aquitaine (D.R.E.A.L.)

- collège « élus des Collectivités Territoriales concernées » :

Monsieur Jean-François DUSSIN maire de BENESSE-MAREMNE

- collège « des riverains d'installations classées ou d'associations de protection de l'environnement »

Madame Germaine BEDERE représentant l'association marais d'Orx nature

- collège « des exploitants de l'installation classée »

Monsieur Thierry BERGEROO

- collège « des salariés de l'installation classée »

Monsieur Jean-Luc ELISSALDE

**Article 8** – La commission se réunit au mois une fois par an, ou sur demande d'au moins trois membres du bureau. L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau. L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre de l'article R 512-19 est de droit.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission.





**Article 9** – Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés au I de l'article R 125-8-2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision :

- les modalités de votes sont arrêtées comme suit :
  - . 4 voix par membre pour le collège administrations de l'Etat,
  - . 3 voix par membre pour le collège collectivités locales,
  - . 3 voix par membre pour le collège riverains.
  - . 3 voix par membre pour le collège des exploitants,
  - . 3 voix par membre pour le collège salariés,

- le quorum est atteint lorsque les membres présents (titulaire ou suppléant) représentent au moins la moitié de la totalité des voix,

- la commission se prononce à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.

Les personnes qualifiées ne participent pas au vote.

Les membres de la commission ont la possibilité de se faire suppléer par la personne désignée à l'article 3 du présent arrêté, dans le même collège.

**Article 10** – l'information résultant des débats contradictoires de la commission de suivi de site est mise à disposition du public par tout moyen que la commission juge utile (bulletin d'information, site internet...). De plus, la commission met également à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats. En outre, les réunions de la commission sont ouvertes au public, sur décision du bureau.

**Article 11** – la secrétaire générale de la préfecture des Landes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département et dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 JAN. 2014

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

  
Mireille LARREDE





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES LANDES

Préfecture des Landes  
Direction des Actions de l'Etat  
et des Collectivités Locales  
Bureau des Actions de l'Etat

13 OCT. 2014

Arrêté n°2014-520 modifiant l'arrêté PR/DRLP/2014/19 du 16 janvier 2014 portant création de la commission de suivi de site de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et de la plateforme multi-déchets exploitées par le SITCOM Côte Sud des Landes à Benesse-Maremne

**Le préfet des Landes,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 125-1 – II – 2, L 124-1, L 125-2-1 et R 125-5 et suivants,

**VU** le livre V titre IV du code de l'environnement relatif aux déchets,

**VU** le décret n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif,

**VU** le décret n° 2012-189 du 07 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,

**VU** la circulaire du 15 novembre 2012 relative à la mise en application du décret n° 2012-189 du 07 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2014 portant création de la commission de suivi de site de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et de la plateforme multi-déchets exploitées par le SITCOM Côte Sud des Landes à BENESSE-MAREMNE,

**VU** les délibérations des communes de Bénesse-Maremne, Capbreton, Angresse et Labenne ;

**Considérant** que la composition du collège « élus des collectivités territoriales concernées » doit être actualisée suite aux élections municipales des 23 et 30 mars 2014 ;

**SUR** la proposition de la secrétaire générale de la préfecture,



## ARRETE

**Article 1er** - L'article 3 – 2 de l'arrêté du 16 janvier 2014 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Membres du collège « élus des Collectivités Territoriales concernées :

- Monsieur Jean-Christophe DEMANGE, titulaire, ou Monsieur Jean-François MONET, suppléant, maire de BENESSE MAREMNE,
- Monsieur Patrick LACLEDERE, titulaire, maire de CAPBRETON ou Alain MARRON suppléant, représentant la commune de CAPBRETON,
- Monsieur Joël CANTIN, titulaire, Monsieur Patrice SIMONET, suppléant, représentant la commune d'ANGRESSE,
- Monsieur Gérard SARRAUTE, titulaire, ou Monsieur Jean-Marie VANIER suppléant, représentant la commune de LABENNE ».

Le reste sans changement.

**Article 11** – la secrétaire générale de la préfecture des Landes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département et dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission.

Mont-de-Marsan, le **13 OCT. 2014**

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale,



Mireille LARREDE